

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/306

G/SCM/W/316

11 mars 1996

(96-0853)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE²

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 février 1996.

1. *Avant la mise en oeuvre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay, existait-il dans votre pays une législation antidumping ou une législation en matière de droits compensateurs? Dans l'affirmative, ces lois ont-elles été révoquées?*

Avant la mise en oeuvre de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay, il n'existait pas en République tchèque de législation antidumping ni de législation en matière de droits compensateurs.

2. *Si l'élaboration de lois est en cours dans votre pays, quelle est la date estimative à laquelle l'application en est prévue?*

L'application de la législation est prévue à titre estimatif pour le deuxième semestre de 1996 ou le premier semestre de 1997.

3. *Y a-t-il dans votre pays un organisme chargé d'administrer la législation antidumping ou la législation relative aux droits compensateurs, ou qui applique quelque mesure corrective que ce soit à l'égard de produits importés sur votre territoire douanier? Dans l'affirmative, cet organisme dispose-t-il de directives administratives selon lesquelles administrer ces lois?*

Il n'existe pas en République tchèque d'organisme chargé d'administrer la législation antidumping ou la législation en matière de droits compensateurs, ou qui applique quelque mesure corrective que ce soit à l'égard de produits importés sur le territoire douanier tchèque.

¹G/ADP/W/118-G/SCM/W/127.

²G/ADP/N/1/CZE/1-G/SCM/N/1/CZE/1.

4. *Y a-t-il à l'heure actuelle dans votre pays quelque enquête en cours en matière de pratiques antidumping ou de droits compensateurs?*

Aucune enquête en matière de pratiques antidumping ou de droits compensateurs est en cours en République tchèque.

5. *Quelles dispositions ont été prises pour assurer la révision judiciaire des mesures instituant des droits antidumping ou des droits compensateurs?*

Aucune décision n'a été prise concernant les mesures instituant des droits antidumping ou des droits compensateurs. Le droit de demander la révision judiciaire d'une mesure administrative est reconnu.

6. *Quelles dispositions existent dans votre droit interne pour assurer la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?*

Il n'existe pas encore en République tchèque de dispositions expresses visant à assurer la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC. Un projet de loi en la matière est à l'examen.